



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS EMPÊCHER LA PRIVATISATION DE LA POSTE

Depuis une semaine, les ministres jurent la main sur le cœur que jamais le changement de statut de La Poste ne débouchera sur la privatisation. Mensonge et hypocrisie! On se rappelle comment Sarkozy avait fait exactement la même annonce en 2004 à propos de Gaz de France. Tout comme Jospin en 1997 s'agissant de France Télécom, cet ancien service public où la logique de la rentabilité à tout prix pousse maintenant les salariés au suicide.

La transformation de La Poste en société anonyme serait, nous disent-ils, indispensable pour résister à la concurrence qui résultera de la directive européenne déréglementant les services postaux. Mais l'Etat a toujours envers La Poste une dette de 1 milliard d'euros, et il a trouvé des dizaines de milliards pour financer les banques! «C'est l'Europe qui l'a voulu, nous n'y pouvons rien» clament également les Lagarde et autre Darcos. Mais ce texte européen a été co-élaboré et soutenu par le gouvernement français!

Dans tous les secteurs, l'abandon du statut d'entreprise publique a été le prélude à l'entrée des capitaux privés et à la soumission aux impératifs du profit. Avec pour conséquences la dégradation et le renchérissement des services, l'aggravation des conditions de travail des personnels. Il est vrai qu'à La Poste, cette logique est engagée depuis des années. Depuis 2002 on est passé de 17 000 à 10 000 bureaux de poste, 50 000 emplois ont été supprimés, alors que 43 % des salariés et la totalité des filiales sont déjà sous statut privé. Le gouvernement espérait que cet état de fait produirait assez de résignation pour empêcher une mobilisation, mais il n'en est rien.

C'est l'heure de la riposte

D'ailleurs, Sarkozy est si conscient de l'impopularité de son projet qu'il a empêché la réalisation d'un référendum d'initiative populaire, en ne prenant pas les décrets d'application de l'article de la réforme constitutionnelle qui devait ouvrir cette possibilité. C'est pourquoi plus de 50 organisations, réunies dans le Comité national contre la privatisation de La Poste, organisent dans toute la France la consultation nationale du 3 octobre et des jours précédents.

Cette consultation exprimera un refus massif de la privatisation, mais cela ne suffira sans doute pas. Sur la base de ce premier succès, d'autres initiatives, élevant le niveau de la confrontation, devront être prises pour obtenir le retrait du projet gouvernemental. C'est possible, comme le montrent diverses expériences dans le passé: la mobilisation victorieuse contre le CPE en 2006, bien sûr, mais aussi l'immense manifestation nationale qui, en 1994, avait imposé l'abandon de la réforme de la loi Falloux attaquant de front l'école laïque.

Nul doute que si les principales organisations impliquées dans la mobilisation étaient prêtes à l'épreuve de force avec le gouvernement, celui-ci aurait du souci à se faire. Non seulement la privatisation de la Poste pourrait être stoppée, mais une victoire sur ce terrain aiderait au développement et à la convergence des luttes face aux attaques multiformes que subissent les salariés. Le NPA, en tout cas, ne ménagera aucun effort pour aller dans ce sens.

le 29 septembre 2009

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.